



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2530

Texte de la question

## RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Jean-François Copé, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-François Copé. Monsieur le Premier ministre, dans le processus de la réforme des retraites, nous sommes à un moment de vérité. Cette réforme a un objectif : sauver le système des retraites pour nous et pour nos enfants. Nous sommes au rendez-vous parce qu'il le fallait, et, dès le premier jour, nous avons été clairs, cohérents et transparents. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Depuis la première minute, nous avons dit ce que nous allions faire et nous faisons ce que nous disons (" Non ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC), avec pour seul objectif l'intérêt de la France et des Français, à l'image de ce qui a été engagé dans tous les grands pays d'Europe, parce qu'il n'y a aucune autre solution.

Face à nous, l'attitude du parti socialiste inspire ambiguïté, malaise et mensonge. (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Mensonge, quand, officiellement, Martine Aubry annonce qu'elle reviendra à l'âge légal à soixante ans si la gauche arrive un jour au pouvoir, alors que, en privé, il n'est pas un seul responsable socialiste pour dire la même chose (" Ce n'est pas vrai ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC), car, chacun le sait, ce serait simplement une folie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Ambiguïté, lorsque les leaders socialistes parisiens vont manifester dans les rues tandis que les leaders socialistes à Washington, derrière Dominique Strauss-Kahn, approuvent massivement avec le FMI le courage du gouvernement français. (*Mêmes mouvements.*)

Malaise, enfin, lorsque certains syndicats sont assez fous pour appeler les lycéens à la rescousse (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) et qu'il n'y a pas un chef socialiste pour joindre sa voix à la nôtre et exiger que ceux-ci restent en cours et ne descendent pas dans la rue. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Oui, leur silence sur ce point crée un malaise que je veux ici dénoncer, monsieur le Premier ministre. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le président Copé, le Président de la République et moi n'avons jamais pensé que cette réforme serait facile, pas plus que ne l'ont été celles de 1993, de 2003 ou de 2007, qui pourtant, aujourd'hui, sont acceptées par la plus grande partie de nos concitoyens (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) et par une grande partie de ceux qui siègent sur les bancs de l'opposition.

M. Pascal Terrasse. C'est un échec !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Nous écoutons, nous respectons les inquiétudes qui s'expriment,... (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Maxime Gremetz. Vous n'écoutez rien de tout ! Vous êtes complètement sourds !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...mais, en même temps, je veux le dire très solennellement à cette heure devant l'Assemblée nationale, nous sommes décidés à mener cette réforme à son terme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Pascal Terrasse. Qui sème le vent récolte la colère !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Nous la mènerons à son terme, d'abord, parce que c'est une réforme raisonnable.

M. Maxime Gremetz. Absolument pas !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Porter l'âge légal de la retraite à soixante-deux ans quand il l'a été, dans la quasi-totalité des autres pays européens, à soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, voire soixante-huit ans, c'est un choix raisonnable que nous revendiquons avec la majorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous la mènerons à son terme parce que c'est aussi une réforme juste (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), qui comporte des avancées sociales que ceux qui crient sur ces bancs n'ont jamais eu le courage de mettre en oeuvre (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP*), notamment sur la pénibilité, sur les carrières longues, et qui avaient été maintes fois promises et jamais mises en oeuvre. ("*Faux !*" *sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Les deux gestes qui ont été faits au Sénat pour les mères de famille et pour les parents d'enfants handicapés ont été reconnus par plusieurs organisations syndicales (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) comme des avancées sociales notables.

Nous la mènerons à son terme, enfin, parce que c'est une réforme indispensable au financement des retraites de nos concitoyens.

En démocratie, la voix de ceux qui manifestent, de ceux qui font grève doit être respectée, mais la voix du Parlement, qui représente le peuple français, doit aussi être respectée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Vous avez voté cette réforme et le Sénat est en train de la voter.

En république, les voies de l'intérêt général ont leurs exigences : exigence de vérité devant les défis démographiques, exigence de l'effort parce que nous ne pourrions pas financer les régimes de retraite sans un effort supplémentaire partagé,...

M. Christian Eckert. Le même effort pour tous !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...exigence de solidarité intergénérationnelle parce que ce n'est pas à nos enfants de payer le prix de notre imprévoyance ou de notre démagogie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean Glavany. La CRDS !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je n'ai pas de leçon à donner aux jeunes lycéens qui ont été appelés à la rescousse pour étoffer les manifestations. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Je dis simplement que le sort de leurs retraites ne sera pas garanti par ceux qui leur promettent de sauver l'avenir en sacrifiant le présent. (*Mmes et MM. les députés des groupes UMP et NC se lèvent et applaudissent vivement et longuement.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-François Copé](#)

**Circonscription :** Seine-et-Marne (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2530

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 13 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 octobre 2010